

Des pompiers amers après l'opération Turquoise

Marie-Laure Colson

Libération, 7 mai 1998

Les membres de l'ONG Dicafo ont été « lâchés » par Paris en 1994 au Rwanda

Leur truc, c'est les catastrophes naturelles, tremblements de terre et ouragans. On les a vu intervenir en Arménie, au Mexique, ou en Iran. Ce sont des professionnels, des sapeurs-pompiers à 70 %, des médecins, des chirurgiens et d'autres encore, qui se sont constitués en ONG (Dicafo ou Détachement d'intervention contre les catastrophes et de formation) et prennent sur leurs congés pour faire du sauvetage. Bénévolement. « On fonctionne avec des dons industriels, dit le directeur, Pierre Bansard, on ne veut pas toucher un centime de l'Etat ». Depuis leur expérience au Rwanda en 1994, ils ne veulent même plus travailler avec le gouvernement français.

Août 1994. Les militaires français de l'opération Turquoise vont bientôt quitter le Rwanda. Il faut trouver une solution pour soigner les blessés qui étaient traités par les médecins militaires français. Le Dicafo se propose pour assurer la relève. Contacts au ministère de la coopération, au ministère de la défense. Le 2 août, un fax de l'état-major des armées confirme à

Pierre Bansard l'intérêt porté à la proposition. Le 11 août, 36 membres du Dicafo et 7 tonnes de matériel partent en transal français, via Bangui en Centrafrique. Destination, l'hôpital Saint François de Cyangugu, à 100 mètres de la frontière zaïroise. En quelques jours, l'équipe porte la capacité de l'hôpital à 180 lits, répare les groupes électrogènes, installe un bloc opératoire, une maternité. « Jusqu'au 21 août, ça se passe très bien avec les militaires, raconte Bansard. Là où ça s'est corsé, c'est quand ils sont partis ». Les gendarmes rwandais chargés de la sécurité de l'hôpital s'enfuient. Les Ethiopiens de la Minuar sont débordés. C'est dans ces conditions précaires que le Dicafo apprend que Paris, sans donner d'explication, n'assurera pas le rapatriement des « pompiers ». Bansard décide d'annuler la mission. Le problème c'est de rentrer en France. Un pilote néo-zélandais les sortira d'affaire, in extremis. « La Défense n'avait qu'à annuler la mission au lieu de nous mettre en danger », dit-il aujourd'hui. Bansard qui n'a jamais réussi à obtenir des explications du ministère aimerait bien raconter son histoire à Paul Quilès.

Marie-Laure COLSON